

Brochure n° 3022

**Convention collective nationale**

IDCC : 779. – **VOIES FERRÉES  
D'INTÉRÊT LOCAL**

(2<sup>e</sup> édition. – Mars 1990)

(Réimpression 1996)

---

Brochure n° 3085

**Convention collective nationale**

IDCC : 16. – **TRANSPORTS ROUTIERS  
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES  
DU TRANSPORT**

(18<sup>e</sup> édition. – Février 2005)

---

Brochure n° 3099

**Convention collective nationale**

IDCC : 1424. – **RÉSEAUX DE TRANSPORTS PUBLICS URBAINS  
DE VOYAGEURS**

(5<sup>e</sup> édition. – Juin 2005)

**Convention collective nationale**

IDCC : 2149. – **ACTIVITÉS DU DÉCHET**

**(8<sup>e</sup> édition en préparation)**

**ACCORD DU 9 SEPTEMBRE 2004**

**RELATIF À LA MODIFICATION DE L'ACCORD DU 24 SEPTEMBRE 1980**

**NOR : ASET0551331M**

Entre :

L'union des fédérations de transport (UFT) ;

L'union nationale des organisations syndicales des transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA) ;

L'union des transports publics (UTP) ;

Le syndicat national des activités du déchet (SNAD) ;

D'une part, et

La fédération des cheminots, collectif national des réseaux et régies secondaires CGT ;

La fédération des cheminots FO ;

La fédération générale des transports (FGT) CFTC ;

La fédération générale des transports et de l'équipement (FGTE) CFDT ;

La fédération nationale des chauffeurs routiers (FNCR) ;

La fédération nationale des syndicats de transports CGT ;

La fédération nationale des transports FO-UNCP ;

Le syndicat national des activités du transport et du transit CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Conformément aux dispositions de l'article 8, alinéa 5, du protocole d'accord sur la mise en place d'un régime de prévoyance d'incapacité à la conduite du 24 septembre 1980 modifié, et après avoir examiné :

- les comptes des années 1999, 2000, 2001, 2002 et 2003 ;
- les rapports de solvabilité portant sur ces mêmes années,

les parties signataires décident de confier, pour une durée de 5 ans, la gestion du régime de prévoyance d'incapacité à la conduite à l'institution IPRIAC.

## **Article 2**

### *Entrée en application*

Le présent accord est applicable à compter de la date de sa signature ; il est annexé au protocole d'accord du 24 septembre 1980.

## **Article 3**

### *Dépôt et publicité*

Le présent accord fera l'objet des mesures de publicité prévues par le code du travail et d'un dépôt à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris et d'une demande d'extension dans les conditions fixées respectivement par les articles L. 132-10 et L. 133-8 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 9 septembre 2004.

(Suivent les signatures.)